



United Nations
Office of the Special Adviser
on Africa

L'eau et l'énergie en Afrique : une histoire de ressources inexploitées et d'opportunités à saisir

Dans le but d'accélérer la réalisation des objectifs de développement durable des Nations Unies (2015-2023) et ceux de l'Agenda 2063 de l'Union africaine, la *Journée de l'Afrique* (19 juillet 2023) - un événement en marge du Forum politique de haut niveau (du 10 au 19 juillet 2023) de la Commission économique et sociale des Nations Unies (ECOSOC) - abordera le thème des « *ressources aquifères et énergétiques de l'Afrique au service d'une industrialisation durable et de la transformation économique inclusive de l'Afrique* » et proposera, sur ce sujet, des recommandations concrètes pour relever les défis et saisir les opportunités.

Le rapport de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique sur l'accès à l'eau potable, à l'hygiène et à [l'énergie](#) brosse un tableau relativement sombre de la situation. Par leur sécheresse inhérente, les chiffres s'avèrent souvent difficiles à digérer. Néanmoins, en y regardant de plus près, ils peuvent nous raconter une histoire beaucoup plus réjouissante : la marge de progression est tangible et, surtout, réalisable. Ils nous montrent la lumière vive - alimentée par des sources renouvelables ? - au bout du tunnel.

Mais que nous disent ces chiffres en fait ? En 2015, un peu plus d'un tiers (36%) de la population africaine bénéficiait d'un accès à l'eau potable. Cinq ans plus tard, cette proportion a légèrement augmenté pour atteindre 39 % en 2020. A la décharge de ces progrès qui peuvent sembler faibles, il faut noter que ces derniers ont été, en grande partie, absorbés par une croissance démographique importante de 10%, l'Afrique ajoutant 134 millions d'habitants sur cette période de 2015 à 2020. Ces chiffres nous montrent également un écart énorme entre les populations urbaines et rurales. Alors que près de 60% des citoyens accèdent à l'eau potable, cette proportion chute de manière abrupte pour les villageois : seulement 22% bénéficient d'un accès à l'or bleu. Pour « *Ne laisser personne de côté* » comme le souhaite le slogan de l'agenda des Nations Unies pour le développement durable à l'horizon 2030, et garantir un accès pour tous à l'eau potable, les pays africains avec l'aide de la communauté internationale devront intensifier considérablement leurs efforts. La marge de manœuvre est là, il suffit de la saisir.

Par le thème choisi, la *Journée de l'Afrique* établit un lien entre l'énergie, l'industrialisation et l'eau, des concepts, à première vue, disparates. Une petite explication s'impose. Outre le fait que les 17 Objectifs de développement durable des Nations Unies se définissent dans leur préambule comme "indivisibles et interconnectés", l'assainissement et le transport de l'eau nécessitent certes de l'énergie, mais l'eau elle-même s'avère source d'énergie notamment dans les installations hydro-électriques. Par ailleurs, l'industrialisation de l'Afrique nécessite également une énergie fiable, à moindre coût et, surtout dans la mesure du possible, renouvelable. La boucle est donc bouclée ou presque. Une industrie prospère doit, certes, pouvoir compter sur une main d'œuvre qualifiée, mais surtout en bonne santé. Or, les maladies provoquées par un manque d'accès à l'eau potable ou à une hygiène de base comme le choléra, la diarrhée, la dysenterie, l'hépatite A, la typhoïde et la poliomyélite restent un problème majeur sur le continent. Selon [l'Organisation mondiale de la santé](#), 842 000 personnes meurent chaque année de diarrhée, dont 361.000

enfants de moins de 5 ans. Outre le coût humain insupportable, le manque d'accès à l'eau potable et à l'assainissement a également des conséquences néfastes sur une économie. D'après le [Conseil mondial de l'eau](#), l'Afrique perd chaque année 5% de son Produit intérieur Brut uniquement par l'impact des maladies transmises par l'eau, soit un montant de 150 milliards de dollars US par an. Ce même rapport indique que les jeunes filles et les femmes passent en moyenne trois heures par jour pour aller chercher de l'eau dans des puits souvent très distants, les privant souvent de l'accès à l'éducation ou d'activités plus productives. Une meilleure eau signifie une meilleure santé et une population plus productive économiquement. Un cercle vertueux. Les objectifs de développement durable sont étroitement liés et indissociables, mais l'énergie est le facteur clé au cœur de tout cela.

Energies: un énorme potentiel à exploiter

L'Afrique abrite 17% de la population mondiale, mais ne représente que 3,3% de la consommation mondiale d'énergie, 1,1% de la production d'électricité et 3% de la consommation mondiale d'énergie dans l'industrie. Par rapport aux autres régions du monde en développement, le continent reste la région la moins électrifiée. Cette "pauvreté" énergétique handicape les perspectives d'industrialisation, la mécanisation des secteurs productifs, y compris les chaînes de valeur dans les secteurs agricoles et, in fine, renforce la pauvreté, en particulier pour les femmes et les populations rurales. Transformer les minéraux bruts, les combustibles fossiles ou la production agricole en produits finis à haute valeur ajoutée nécessitera un apport énergétique fiable et en grandes quantités. Pour parvenir à ce résultat, on estime à 120 milliards de dollars par an le montant annuel des investissements nécessaires jusqu'en 2040, soit quatre fois les montants actuels. En matière d'investissements dans le secteur de la production d'électricité, l'Afrique représente actuellement 4% des investissements mondiaux, la plupart concentrés dans une poignée de pays à travers le continent.

En revanche, l'Afrique possède un riche potentiel en énergies renouvelables, avec des sources d'énergie solaire, hydroélectrique, éolienne et géothermique quasi illimitées. Selon le [rapport 2021 sur les énergies renouvelables](#), la capacité hydroélectrique installée en Afrique pourrait atteindre 100 GW d'ici 2030 contre 55,2 GW en 2021, et le potentiel hydroélectrique est estimé à 1 750 GW, soit près de 32 fois la réalité actuelle ! Les énergies éoliennes et solaires représentent un potentiel de 20 GW et l'ensemble des énergies renouvelables (bio, géothermie, marine et pompage-turbinage) pourrait produire 60 GW. En outre, l'Afrique abrite 13% des réserves mondiales connues en gaz naturel et 7% des ressources pétrolières. Le potentiel est là et la plupart du temps inexploité.

L'Afrique a aussi la chance de receler en son sol les métaux rares indispensables aux nouvelles technologies, notamment pour la production des batteries des voitures électriques. Cet accès facilité aux matières premières pourrait, non seulement, contribuer de manière significative à l'industrialisation du continent, mais aussi, l'aider à faire un bond technologique vers les technologies de pointe respectueuses de l'environnement, d'effectuer une transition harmonieuse vers une économie inclusive. Avec un accès quasi illimité aux énergies renouvelables et aux métaux rares, la *Journée de l'Afrique* au FPHN proposera des mesures concrètes pour tirer le meilleur parti de ces deux avantages comparatifs et accélérer ainsi l'industrialisation tant attendue du continent, notamment au travers de mécanismes de financement innovants.

La Journée de l'Afrique 2023 en résumé

L'édition 2023 de la *Journée de l'Afrique* concentrera son attention sur les sept pays africains présentant leurs examens nationaux volontaires (ENV), à savoir le Burkina Faso, la République centrafricaine, les

Comores, la République démocratique du Congo, le Rwanda, la Tanzanie et la Zambie. Ceci étant dit, le thème général du Forum politique de haut niveau à savoir « *Accélérer la reprise après la maladie à coronavirus (COVID-19) et la mise en œuvre intégrale du Programme de développement durable à l'horizon 2030 à tous les niveaux* » concerne l'ensemble du continent et de ses partenaires au développement. Dans le cadre du sprint final que représente la Décennie d'action 2020-2030 des ODD - une course contre la montre que l'Afrique et la communauté internationale doit gagner - le FPHN prêtera, cette année, une attention toute particulière à l'objectif 6 (eau propre et assainissement), 7 (énergie propre et abordable), 9 (industrie, innovation et infrastructures), 11 (villes et communautés durables) et enfin l'objectif 17 sur la question des partenariats pour la réalisation des objectifs.

En outre, le FPHN 2023 prépare le terrain, d'une part, pour Sommet des ODD 2023 - qui bénéficiera de la participation des chefs d'États et de gouvernements et qui se déroulera ces 18 et 19 septembre 2023 au Siège des Nations Unies à New York – et, d'autre part, pour le Dialogue de haut niveau sur le financement du développement, une initiative de l'Assemblée Générale des Nations Unies qui se tiendra le 20 septembre 2023, également à New York.

La *Journée de l'Afrique*, un événement en marge du FPHN 2023, se tiendra dans un format virtuel en trois parties distinctes. Le segment d'ouverture de haut niveau comprendra les allocutions de bienvenue d'un haut représentant du Niger en tant que pays hôte du 9^{ème} Forum régional africain sur le développement durable qui s'est déroulé à Niamey du 28 février au 2 mars 2023, du 78^{ème} Président de l'ECOSOC, ainsi qu'un discours liminaire du Commissaire de l'Union africaine pour le développement économique, le commerce, l'industrie et les mines. Cette séance d'ouverture sera suivie par un segment interactif, engageant les partenaires au développement avec les ministres et/ou chefs de délégation des pays présentant leurs examens volontaires. Pour rappel, il s'agit du Burkina Faso, de la République centrafricaine, des Comores, de la République démocratique du Congo, du Rwanda, de la Tanzanie et de la Zambie. Cette deuxième partie du programme donnera l'occasion aux participants de partager les leçons apprises de leurs expériences et meilleures pratiques. Dans sa troisième et dernière partie, l'événement se terminera par une séance interactive de questions et réponses ouvertes à tous et auxquelles répondra un panel d'experts.

La version digitale du rapport de l'événement sera disponible et accessible au public le plus large sur le site web du Bureau du représentant spécial pour l'Afrique. Ce rapport comprendra un résumé des échanges, les conclusions et recommandations politiques.